

Samedi 5 février 2005 **Entendre la colère de tous les salariés**

# Une dynamique de rassemblement dans l'action et le vote



par  
**Roland Bernard**  
secrétaire fédération  
Seine-Maritime

**V**ous avez entre les mains le premier numéro d'une nouvelle série de l'Avenir bi-mensuel de la Fédération de Seine Maritime du Parti Communiste Français. C'est un journal militant.

Il vise à vous donner dans la durée des éléments utiles sur nos analyses, nos propositions, les actions et les informations que l'on ne trouve pas ailleurs. Sa pagination est limitée compte tenu de nos moyens, mais il est ouvert à votre critique et à votre apport. Alors à vos plumes, à vos ordinateurs !

**P**lus de 18000 manifestants en Seine Maritime dont nous étions, pour les salaires, le temps de travail, les services publics. Personne ne peut réellement contester le succès de cette journée d'action après celle du 20 janvier.

La colère monte dans le département comme dans tout le pays. De nouvelles initiatives sont en préparation du côté des organisations syndicales pour la défense des revendications, tant la surdité de la droite et du Medef nécessite l'élargissement et le renforcement de l'action.

La politique actuelle " du tout pour le capital au détriment du travail " est en effet franchement libérale. Elle est donc inséparablement dans la droite ligne des choix et

des règles de l'actuelle construction européenne. Agir et sanctionner le pouvoir voter NON au projet de Constitution Européenne concocté par Giscard et soutenu par Chirac, Raffarin, Seillère ... c'est être doublement efficace. Contribuer à la défaite du libéralisme est possible. Les partisans du OUI le craignent. C'est le sens prioritaire de nos initiatives qui, dans le même mouvement, visent à construire une alternative de changement en France, et en Europe.

Le rassemblement avec Marie Georges Buffet auquel nous vous convions le 17 mars à 18H30 à la Halle aux Toiles de Rouen y participera.

**N**otre actualité, c'est le 16 février l'appel à une présence forte à 14H devant le tribunal de Rouen pour soutenir Christian Cuvilliez, ses collaborateurs. Il s'agit de la défense des libertés syndicales et communales.

C'est en effet les choix légaux débattus et votés publiquement par le Conseil Municipal de Dieppe qui sont traduits en justice. L'honnêteté, l'absence d'enrichissement personnel sont reconnus. Maintenant on veut même les rançonner. Il s'agit donc bien d'un procès politique à l'égard de celles et ceux qui sont fidèles à la défense des salariés.

février 2005

N° 1

projets

analyse

démarche

initiatives

communistes

en Seine-Maritime

La lettre  
d'information  
des communistes  
de la Seine-Maritime  
est éditée par  
la fédération  
du Parti  
communiste  
français

## Parti communiste français

Le service public est une idée résolument moderne face au capitalisme financier. Contre la logique du profit, le service et les entreprises publiques sont une garantie pour les droits des personnes. Privatiser, c'est remettre en cause l'égalité d'accès pour la population. Le PCF demande un moratoire.

## Des services publics Piliers d'une Europe sociale

**Service public plébiscité par 82% des français pour son efficacité, la disponibilité et la compétence de ses personnels, son évolution inquiète les usagers de l'électricité et du gaz, les élus des collectivités locales déjà confrontés aux conséquences désastreuses de la privatisation de France Télécom: pourquoi transformer des entreprises qui marchent ?**

l'éducation, la santé, l'eau, l'énergie, la communication, les transports, le logement, la culture, la recherche, des secteurs fortement représentés en Seine-Maritime. Ces domaines doivent être soustraits aux règles de la concurrence et de la course à la rentabilité financière. Ils doivent faire l'objet de services

publics assurant notamment l'égalité d'accès de tous et l'adaptation de ces services aux évolutions des besoins. De reconnaître pour cela un secteur de service public comme pilier central de la construction européenne organisé selon d'autres principes que la concurrence. Dans l'immédiat, il convient de :

- Décider un moratoire sur toutes les directives de libéralisation en cours ou en projet.

- Etablir un bilan économique et social exhaustif des libéralisations déjà réalisées et engager sur cette base un débat démocratique public.

**C'est ce que les élus communistes défendent, aussi bien au parlement qu'à la région !**

## Quand un bureau de poste ferme, c'est de l'inégalité qui s'installe

En Seine-Maritime il y a 157 bureaux de poste et en quelques années il ne devrait plus en rester que 82. La présence du bureau de poste est souvent le dernier et le premier point d'appui pour des communes en mal d'aménagement du territoire.

**Le Parti communiste propose:**

- ◆ l'arrêt immédiat des fermetures ou modifications d'ouvertures des bureaux et des suppressions de tournées, toute

lettre postée avant 18h00 doit être distribuée le lendemain;

- ◆ l'engagement d'un débat national sur l'avenir de La Poste et de ses activités;
- ◆ un plan de créations d'emplois statutaires à La Poste pour répondre aux besoins, titularisation des contractuels;
- ◆ La démocratisation de La Poste en permettant aux élus, salariés et usagers - grâce à l'institution de droits nouveaux - d'intervenir sur les choix de gestion et de développement.

### REPÈRES

#### ÉCOLES En danger

142 fermetures de classes annoncées, 60 postes d'enseignants en moins dans le primaire, et la situation dans les collèges n'est pas en reste avec un nombre d'heures en chute libre.

Ils ont raison les parents d'élèves de Dieppe, de Bolbec notamment quand ils luttent contre ces fermetures.

La Seine-Maritime est un département très en retard dans le domaine de l'éducation, classé parmi les derniers, et c'est plus de moyens qu'il faut mettre en oeuvre, au contraire donc de cette politique d'abandon.

Le PCF soumet au débat un projet fondé sur une toute autre cohérence: celle de l'égalité et de l'émancipation de toutes et tous. Il est disponible sur le site du PCF ([www.pcf.fr](http://www.pcf.fr)) et sera décliné en projet de loi.

#### 35 HEURES, SALAIRES ce n'est pas fini!

Les rassemblements du 5 février sont un point d'appui de résistance et d'espoir.

8000 à 10000 manifestants à Rouen plus de 18000 pour toute la Seine-Maritime.

La forte mobilisation des salariés, des enseignants, des lycéens, des retraités se prolongera dans les luttes quotidiennes et sans doute dans d'autres actions en cours de discussion.



*Les communistes et leur élus ont participé massivement à la manifestation du 5 février*

## EN ROUTE VERS L'EUROPE DES PEUPLES

Dans chaque combat partagé, avec les forces sociales et politiques de gauche, les communistes travaillent avec la volonté de construire une alternative au capitalisme. Chaque quinzaine, l'Avenir relatera les combats, l'état d'avancée des échanges, les réflexions, les propositions conduites aux niveaux local, national et européen, œuvrant au fondement de l'Europe des Peuples.

Sans garantie des droits fondamentaux, il n'y a pas d'avenir pour l'Europe

# POUR ENTERRER VRAIMENT LA DIRECTIVE BOLKESTEIN

## LE PROJET DE CONSTITUTION EUROPEENNE

## ET LA DIRECTIVE EUROPEENNE SUR LES SERVICES

**" Le NON "risque" de l'emporter en France, alors il faut un recul tactique sur la directive Bolkestein, après le référendum sur la Constitution nous aurons les mains libres si le OUI l'emporte". C'est à peu près en ces termes que le libéral Chirac a dû ces derniers jours s'adresser au libéral Barroso, président de la Commission de Bruxelles, le "gouvernement "européen.**

A la suite des campagnes menées par les syndicats et les communistes tout le monde a maintenant parfaitement compris la gravité du danger du "principe du pays d'origine" qui permet à une entreprise polonaise de venir travailler en France selon les lois sociales polonaises. Avec l'ampleur du chômage de masse en Europe et les écarts de salaires entre pays, la mise en concurrence des travailleurs conduit nécessairement à la baisse de tous les salaires et à l'augmentation du chômage. De plus, étendue aux services publics, cette concurrence conduit les entreprises publiques à la disparition. Les citoyens

voient bien le lien étroit entre cette directive et la Constitution.

### LE DOUBLE LANGAGE DES PARTISANS DU OUI

Alors c'est l'affolement général dans le camp du Oui. Les pyromanes s'habillent en pompier. Ils exigent maintenant la remise à plat de la directive sur les services alors qu'ils l'ont soutenue depuis trois ans qu'elle est en préparation.

Et aujourd'hui ils jouent les vierges effarouchées, ils font semblant de découvrir les risques de dumping social. Ils se payent la tête du peuple. Depuis un an des syndicats dénoncent ce funeste projet. Le 8 juin dernier, le journal l'Humanité en révèle le contenu mortel, pas un mot depuis dans les autres médias presque tous partisans du Oui. Depuis un an le Parti Communiste mène campagne pour son retrait, pas un mot non plus dans la presse sur cette action d'opposition.

suite page 4

### INITIATIVES

DIEPPE  
• RÉUNION DÉBAT  
avec Christian Cuvilliez  
"la constitution européenne Parlons-en!"  
mardi 15 février  
18 h  
maison Jacques  
Prévert

## ILS ONT LA TROUILLE MAIS LE CAP DE LA CONCURRENCE, DE LA PRECARITE ET DE LA BAISSSE DES SALAIRES EST MAINTENU

C'est uniquement la crainte du NON au référendum sur la Constitution qui fait réagir les "Ouistes". On ne peut bien sûr que se féliciter de ce recul qui est une belle victoire contre les libéraux et une nouvelle preuve que l'action et la mobilisation ça paye.

Mais cette victoire est très fragile. Si on regarde de près les déclarations des uns et des autres il n'est pas question du retrait de la Directive mais de son aménagement. Peut-être accepteront-ils de sortir provisoirement certains services publics ? Barroso parle de revoir l'application de la règle du pays d'origine, pas de la supprimer. En même temps Barroso réaffirme qu'il faut "éliminer les obstacles à la mobilité de la main d'œuvre" et "qu'il faut accroître la flexibilité de la main d'œuvre".

Le cap, au profit des capitalistes, est donc maintenu, la construction européenne à l'œuvre contre l'intérêt des peuples est confirmée. Comment d'ailleurs pourrait-il en être autrement avec ce projet de Constitution européenne dont le coeur est formé du principe réaffirmé des dizaines de fois de "la concurrence libre et non faussée". Ce principe s'accompagne du refus d'harmoniser par le haut les droits

---

**Aucun travailleur, qu'il ait un emploi, qu'il soit précaire ou chômeur, n'a intérêt à l'adoption de ce projet de Constitution. Dire oui ou s'abstenir ce serait fabriquer le bâton pour se faire battre. Pour mettre fin aux pratiques de dumping social et à leur aggravation il faut d'abord rejeter la Constitution Giscard et obtenir une charte européenne des droits sociaux alignée sur les meilleurs droits.**

---

INITIATIVES :  
distribution sur l'ensemble du département d'un tract :  
la victoire du NON au référendum  
La **Chance** d'une autre Europe et d'une **autre** politique

sociaux, pas même un SMIC européen, bien au contraire l'article III-209 s'en remet au "fonctionnement du marché" pour favoriser "l'harmonisation des systèmes sociaux".

La directive Bolkestein pousse jusqu'au bout le texte et la logique de la Constitution, elle tranche crûment le débat sur le sens de la Constitution. Elle confirme que pour les libéraux, rédacteurs de la Constitution, ce sont les droits sociaux, les réglementations, les services et entreprises publics qui empêchent et faussent la concurrence érigée en dogme. La directive apporte la preuve irréfutable des intentions réelles des dirigeants libéraux de l'Europe, la preuve que les prétendues garanties offertes par la charte des droits fondamentaux ne sont que du vent.

La directive Bolkestein, sur les services, a besoin de la Constitution pour être légale, en particulier en France, car elle n'est pas conforme à notre droit, elle est en particulier contraire au principe constitutionnel de la territorialité des lois. Elle pourrait cependant s'imposer demain puisque l'article 1-6 du projet de Constitution prévoit que : "La Constitution et le droit adoptés par l'Union, dans l'exercice des compétences qui sont attribuées à celle-ci priment le droit des Etats membres". Pierre Mazeaud, président du Conseil Constitutionnel, précise que "le droit communautaire prévaut, en cas de conflit, sur nos normes nationales y compris sur nos règles constitutionnelles". Si on ajoute que le droit européen sera adopté selon la règle de la majorité on voit que le veto français serait bien insuffisant.

Comment par ailleurs faire confiance à Chirac qui fait mine de découvrir les risques de dumping social comme il découvrirait la fracture sociale : il affirmait le 14 juillet 2002 qu'il ne toucherait pas aux 35 heures. Voilà qu'avec deux lois successives il casse, non seulement les 35 heures, mais qu'il nous ramène à la situation d'avant 1936 en visant explicitement comme objectif la durée maximum de 48 heures prévues, là encore, par les directives européennes.

**La directive Bolkestein comme les directives sur la durée du travail sont finalement les circulaires d'application de la Constitution. C'est le texte fondateur de la concurrence sauvage qu'il faut retirer. C'est le NON français à la Constitution qui serait un obstacle au développement du dumping social. Cet événement serait alors une base pour changer d'orientation, faire prévaloir la coopération sur la jungle de la concurrence, travailler à une charte européenne des droits sociaux alignée sur les meilleurs droits, promouvoir l'Europe sociale au lieu de l'Europe libérale.**

Idées et propositions pour **L'EUROPE DES PEUPLES**

Un projet de développement social pour les peuples d'Europe

# La sécurité emploi-formation

Face à la grave crise du modèle social européen, il faut un projet fort et novateur, capable de répondre aux défis du chômage, de la protection sociale, des nouvelles technologies et de la mondialisation dans l'Union européenne. De nouvelles avancées de civilisation en Europe, à la hauteur des enjeux d'édification d'un autre monde, permettraient une vaste mobilisation populaire et de la jeunesse.

**Ces 4 chantiers exigent  
des moyens financiers**

et la conquête par les citoyens et les travailleurs de pouvoirs amples et novateurs.  
Instaurons un contrôle démocratique de l'utilisation de tous les fonds publics versés aux entreprises, fonds nationaux et fonds structurels européens, pour vérifier leur efficacité du point de vue de l'emploi et, en cas contraire, exiger leurs remboursements.

Quatre chantiers à investir par les propositions et les luttes.

**1** L'indemnisation du chômage et des aides au retour à l'emploi.

Pour engager des campagnes solidaires pour une bonne indemnisation de tous les privés d'emploi comme base de conditions de vie favorisant la réinsertion. Pour développer des luttes en commun contre les pressions qui cherchent à imposer des emplois au rabais, et pour obtenir des formations de qualité débouchant sur une promotion. Pour utiliser autrement les Agences pour l'emploi et les institutions de formation, avec les financements adéquats, pour offrir, année après année, aux privés d'emploi une mise en emploi ou en formation de qualité.

**2** Transformer les emplois précaires en emplois à temps pleins correctement rémunérés

**3** Conquérir un nouveau droit social européen de sécurisation de tous les parcours professionnels.

Face aux licenciements et aux délocalisations, il s'agit d'exiger pour les salariés et les citoyens des droits leur permettant d'imposer des moratoires suspensifs et de faire prendre en compte des propositions alternatives pour permettre à tous les salariés concernés d'être reclassés dans de bonnes conditions.

**4** Définir les objectifs régionaux, nationaux et européens de création et de transformations d'emplois et de formations

La réalisation d'objectifs annuels implique l'engagement solidaire des entreprises, publiques et privées, des Etats et des collectivités territoriales, de l'Union elle-même.

## Bâtisseurs de **L'EUROPE DES PEUPLES**



Nous – partis et organisations politiques d'inspiration communiste, socialiste, démocratique, écologiste, féministe, opposés au néo-libéralisme et favorables à un changement social – avons donné naissance à une nouvelle organisation politique internationale : le Parti de la gauche européenne (PGE).

# L'Europe de gauche, l'espace de coopération et d'initiative

Pour les communistes, le cadre national demeure aujourd'hui essentiel pour peser, parler, construire. Mais la nouveauté, c'est que ce cadre n'est plus le seul pour répondre aux besoins de plus en plus vitaux de dynamiques politiques porteuses de résistance aux choix capitalistes en Europe et de solutions neuves. D'autres échelles nécessitent une intervention coordonnée. C'est pourquoi, il est nécessaire de rendre visible au

plan européen ce que nous représentons et de constituer cette force de gauche : la gauche européenne.

Au sein de cette organisation, des groupes de travail permettant une mise en commun des analyses et propositions des uns et des autres et déboucher sur des initiatives communes. Un groupe, dont l'animateur sera Alain Obadia, membre du Comité exécutif du PCF, est chargé de préciser les proposi-

tions en matière de délocalisations et d'emplois ;

Un autre groupe, donnera plus de force à l'appel à rejeter le traité constitutionnel en donnant à voir les grands axes de transformation pour l'Europe que la Gauche européenne doit porter.

les luttes et les combats qui font gagner le non-les luttes et les combats qui font gagner le non-les luttes et les combats qui font gagner le non-les

Pour : dé-marchandiser les activités de service public ; donner la maîtrise des services aux usagers, salariés et élus ; dégager des moyens nouveaux de financement ; changer la gestion des entreprises publiques et du secteur public. Les communistes organisent des forums et des débats pour rassembler, co-élaborer, et dynamiser l'intervention populaire sur le terrain des choix et des projets politique.

### La quinzaine des forums débats

#### PETIT-QUEVILLY

Salle des Fêtes, rencontre-débat à 15h30 autour du projet constitutionnel, suivi d'un buffet et d'une soirée dansante.

Contact pour inscription :  
Monique Leger  
02 35 07 89 80

#### DATE À RETENIR:

#### SOTTEVILLE-LES-ROUEN

Rencontre avec les cheminsots le mardi 29 mars

#### PETIT-COURONNE

Lundi 28 février

#### GRAND-COURONNE

Mercredi 23 mars

## Haute-Normandie débat et meeting

le mercredi 2 mars  
18h30

Halles aux toiles Rouen  
avec



Marie-George BUFFET

L'eau, l'énergie, ne sont pas des marchandises. Parce qu'elles sont vitales pour le développement humain et économique, parce qu'elles contribuent à l'aménagement du territoire et à la qualité de la vie, elles exigent l'égalité de traitement des usagers ce qui pose avec force la question des services publics et la place des citoyens dans leur gestion.

Depuis le 1er janvier 2005, l'Agglomération de Rouen assure la distribution de l'eau potable. Une prise de compétence qui lui permet aujourd'hui de coordonner l'intégralité du cycle de l'eau. A cette occasion Dominique Hardy pose la question du retour en régie publique des services de l'eau.

**Entretien** avec un élu communiste

# L'eau publique et sa gestion à l'agglo de Rouen : un enjeu



**Dominique HARDY**  
Président groupe communiste et républicains  
Agglomération de Rouen

**L'AVENIR- Avec cette nouvelle compétence EAU prise par l'agglo de Rouen quel est l'enjeu?**

**D. Hardy :** Si l'agglomération a pris cette compétence c'est pour apporter un plus aux usagers.

Nous nous prononçons clairement, pour qu'à terme de l'extinction des contrats de concessions en vigueur, soit créée progressivement une grande régie publique de l'eau en veillant à associer le plus possible les usagers en allant, si la demande se fait jour, vers des référendums en amont des décisions à prendre.

L'enjeu est d'importance. Il suffit de voir comment les grands groupes distributeurs d'eau vantent leurs mérites, Y compris en falsifiant la réalité, pour être convaincu, si cela était nécessaire, qu'il s'agit pour eux avant tout de garder une activité à forte rentabilité

**L'Avenir- Pour un service public de qualité et ...moins cher?**

**D.H.-** L'eau n'est pas une marchandise comme une autre. C'est un bien précieux et indispensable qui ne doit pas être source de profits. Dans la France entière, il est prouvé que la gestion publique est nettement moins chère que les délégations de services publics.

Nous avons demandé que soit réalisée une expertise technique, financière et juridique par un cabinet indépendant et sous le contrôle des élus. Les expériences d'autres collectivités nous indiquent que le décorticage des contrats d'affermage est complexe. Mettons tout sur la table, faisons dans la plus grande transparence les études nécessaires et nous verrons.

A l'échelle de notre agglomération, nous pouvons mettre sur pied une régie publique autonome qui fera tout aussi bien et à moindre coût que les concessionnaires actuels qui ont en délégation de services publics 60% de la distribution de l'eau. A terme il est possible d'aller vers un prix unique de l'eau

**L'Avenir : quelles propositions faites-vous pour l'immédiat?**

**D.H.-** Le débat ne fait que commencer. Pour notre part nous ne le considérons pas comme clos avant qu'il n'ait eu lieu complètement et avec tous les acteurs, tous ceux qui sont intéressés à cette question, qui touche chaque foyer.

Nous sentons monter des exigences sur cette question de l'eau. Nous ne pouvons pas nous contenter d'une réponse qui maintient l'existant au nom de la sacro sainte concurrence. Concurrence entre concession de la gestion au privé et la gestion publique mais où les investissements sont de toute façon faits par le public.

Pour nous, nous proposons que 2005 soit l'année des études et des confrontations, notamment avec les titulaires des contrats pour faire baisser sensiblement le prix de l'eau, et 2006 celle de prise de décisions dans l'intérêt de nos concitoyens. Il faut partir des 40%, gérer directement pour aller vers une grande régie de l'eau gérée publiquement

Les élus communistes souhaitent que ce débat soit pris en compte aussi par les usagers, c'est à dire tous les habitants de notre agglomération.

## 60eme anniversaire de la libération des camps Un livre d'entretiens avec et sur André Duroméa

Notre camarade vient de sortir un livre d'entretiens avec le journaliste Jean-Jacques Lallemand parcourant toute sa vie de militant, 1936, la résistance, la libération et la reconstruction du Havre, ses 24 années de mandat de maire. avec quelques pages fortes sur la libération des camps, Blumenthal, Neuengamme, de la dénonciation du fascisme et du racisme, toujours d'actualité de nos jours.

Dans la post-face, Roland Leroy souligne cet engagement militant fort : "Comme le jeune ouvrier métallurgiste havrais était devenu tout naturellement communiste, le jeune communiste français devient tout naturellement résistant quand les armées hitlériennes envahissent le pays. Son courage, son intelligence, ses capacités d'organisation et de direction, sa lucidité, son sang-froid en feront rapidement un des tout premiers dirigeants clandestins nationaux des Francs Tireurs et Partisans créés par les communistes"

Ce livre est disponible à la fédération du PCF à Rouen



### Région/démocratie

# Le développement économique doit devenir une priorité de l'action régionale

Jean-Paul Lecoq intervient à la Région : "...La question de l'efficacité économique et sociale, de l'impact sur la création et le développement de l'emploi qualifié, les retombées sur les territoires, tout cela mérite que l'on se dote de moyens, de mesures, d'examen des objectifs atteints au regard des ambitions initialement formulées. Quand il s'agit de création d'emploi, l'évaluation ne peut s'effectuer au vu des seuls critères qui sont ceux déterminés par l'entreprise, l'Etat ou la Région mais combiner une vision économique et sociale..." **La démocratie et l'efficacité au coeur de nos interventions**

cette intervention peut être retrouvée sur le site des élus communistes de la région et du département: [www.elus76.com](http://www.elus76.com)

### En mouvement

#### ■ La pollution de l'air menace la santé publique le souffle c'est la vie

AU HAVRE : mobilisation pour sauver son souffle  
La section du PCF du Havre lance une pétition: les havrais en ont assez d'être informés par la presse le lendemain des pics de pollution de leur ville, ils veulent que le maire prenne ses responsabilités pour informer à temps les habitants et demandent que tous les moyens pour diminuer la pollution soient mis en oeuvre

#### ■ Darnétal:

l'inacceptable et l'odieux inscriptions nazies: en pleine

commémoration du 60eme anniversaire de la libération des camps cet acte n'est pas anodin et vise à falsifier l'histoire et les atrocités commises.  
la section PCF de Darnétal a condamné ces faits

#### ■ Yorkshire l'industrie chimique menacée

Après l'annonce de la liquidation, 180 salariés de Yorkshire, à Oissel continuent à se battre, avec à leur côté les élus PCF, Thierry Foucaud, Hubert Wulfranc qui ont obtenu une table ronde en préfecture. le soutien du PCF à la lutte des salariés est total.

#### ■ Palace Parfums, leur lutte pour la dignité continue!

Sébastien Jumel, conseiller général de Dieppe, a participé avec les salariées à leur actions, après leur délocalisation sauvage, elles doivent se battre encore et toujours pour leurs droits et leur dignité. Elles ont le soutien de tous les élus communistes !

La fédération PCF de Seine-Maritime et son nouveau site

Retrouvez tous les articles et les liens sur:

[www.pcf76.fr](http://www.pcf76.fr)



N° 1

Daté du 7/02/2005

Lettre d'information éditée par la fédération de Seine-Maritime du Parti communiste français  
Directeur de la publication : Daniel Lallier  
Rédacteur en chef : Claude Etienne  
Imprimerie : SNEIP Saint-Etienne-du-Rouvray  
Tel 02 35 07 89 80  
Courriel : [Avenir@pcf76](mailto:Avenir@pcf76)  
Abonnement annuel : 25 €  
Prix au numéro : 0,60 €  
CPPA : numéro en cours d'attribution